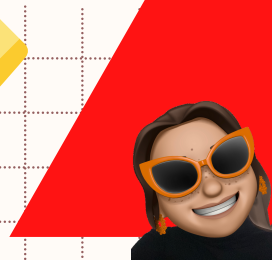
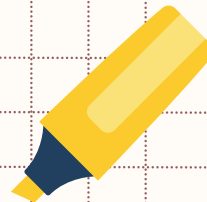




Fiche de révisions

Terminale SES



Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Fiche 1/6

Les grandes caractéristiques de l'intégration européenne

(Dès les années 1950, l'intégration européenne est un projet politique devant permettre « une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » et portant l'ambition d'« une étape vers les formes d'organisation du monde de demain » source : Ministère de la Culture)

La constitution d'un marché unique

Objectif : Favoriser les échanges entre les pays concernés et ainsi leur prospérité pour garantir la paix après la Seconde Guerre mondiale

Création d'une **zone de libre-échange**, d'une **union douanière** et instauration du **tarif extérieur commun** via le Traité de Rome en 1968

Plus grande liberté des services, des capitaux et des hommes grâce à l'Acte unique européen en 1986

La création de la zone euro

Objectif : Favoriser encore plus les échanges au sein du marché unique et palier aux problèmes de taux de change, de politiques monétaires indépendantes etc...

Adoption de l'euro comme monnaie unique pour les pays le souhaitant initié par le Traité de Maastricht en 1992 et mise en place en 1999

Attention, pour que l'euro soit instauré les pays doivent respecter des critères de convergence économique (règles budgétaire notamment cf fiche 4/6)

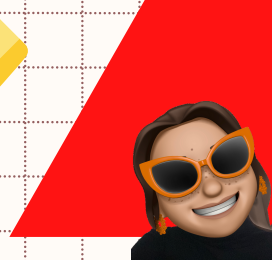
Constitution progressive

La zone euro est devenue progressivement une union économique et monétaire



Fiche de révisions

Terminale SES

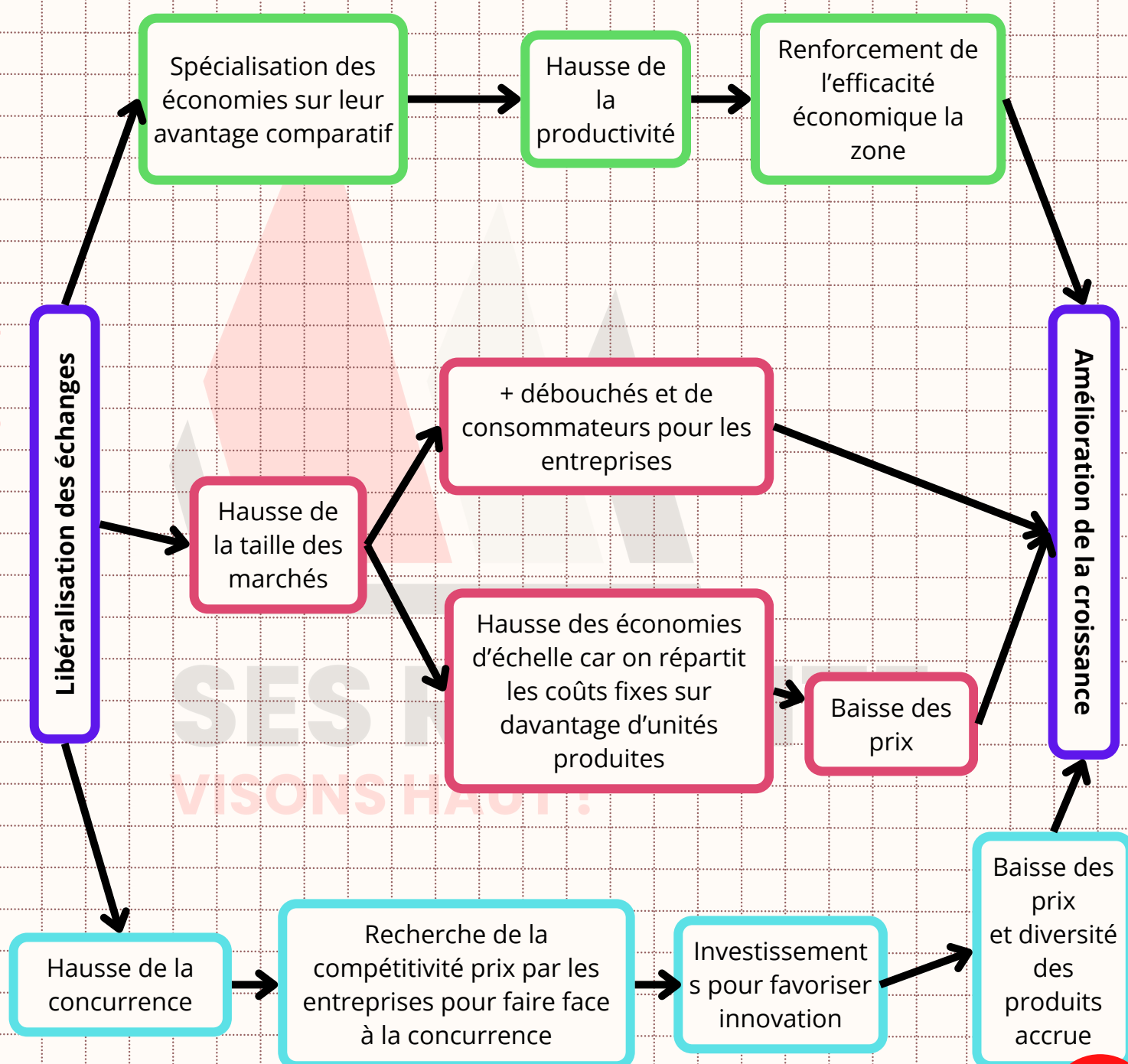


Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Fiche 2/6

Les effets du marché unique et donc de l'intégration européenne sur la croissance

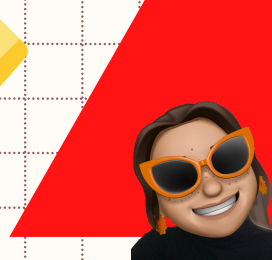
© Tous droits réservés à SES réussite. Partage et reproduction interdits





Fiche de révisions

Terminale SES



Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Fiche 3/6

Quelle politique de la concurrence dans l'Union européenne ?

Objectif de la politique de la concurrence européenne : promouvoir un fonctionnement concurrentiel des marchés pour **avantager les consommateurs** avec des prix compétitifs, une meilleure qualité des produits et plus de diversité

+

augmenter la compétitivité des entreprises européennes pour affronter la concurrence internationale

Comment ?

Lutte contre les ententes illicites

Lutte contre les abus de position dominante

Régulation des opérations de fusion-acquisition

Aides d'Etats

Sanction : amende jusqu'à 10% du CA mondial du groupe et si une entreprise aide à démanteler un cartel alors elle peut bénéficier d'un programme de clémence (partiellement ou totalement exonérée du montant de l'amende)

Les autorités peuvent refuser ou accepter (avec ou sans condition) les projets de fusion-acquisition

Interdiction des :

- Prêts à taux faibles
- Subventions publiques accordées aux entreprises
- Investissements publics
- Exonérations fiscales sauf si participent au bon fonctionnement de l'économie

Limites

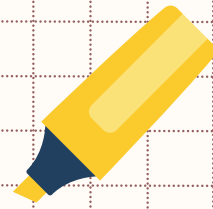
Risque de conflit avec la politique industrielle d'un pays

Menace pour les services publics ?



Fiche de révisions

Terminale SES



Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ? Fiche 4/6

Quels sont les effets des politiques macroéconomiques dans la zone euro ?

L'adoption de la monnaie unique s'appuie sur le *policy mix* (dosage entre politique monétaire et politique budgétaire) suivant :

Une politique monétaire décidée par la BCE (institution indépendante)

Objectif : maintenir l'inflation < 2% pour préserver la croissance et stimuler l'activité économique

Outil traditionnel : taux d'intérêt directeur mais depuis la crise de 2008, outils non conventionnels (guidage des anticipations, assouplissement quantitatif)

Des politiques budgétaires décidées par chaque Etat membre

Objectif : réguler l'activité économique et éviter les grands déséquilibres (inflation, chômage, etc...)

Outil : régulation par les dépenses publiques et les recettes publiques

Quand **économie en surchauffe** => RIGUEUR/AUSTERITE

↗ du taux d'intérêt directeur => ↗ du taux d'intérêt des crédits pour les entreprises et les ménages => ralentissement de la création monétaire

↘ des dépenses publiques/ ↗ des recettes publiques=> ↘ de la demande globale => ralentissement de l'activité économique et diminution de l'inflation

Quand **faible croissance économique** => RELANCE

↘ du taux d'intérêt directeur => ↘ du taux d'intérêt des crédits pour les entreprises et les ménages => amélioration de l'activité économique

↗ des dépenses publiques/ ↘ des recettes publiques=> ↗ de la demande globale et amélioration de la croissance pour répondre à cette demande
Effet multiplicateur de Keynes

Limites : trappe à liquidités, incertitudes, effets inflationnistes

Limites : Effet d'éviction, hausse de la dette publique, incertitudes, effets inflationnistes



Fiche de révisions

Terminale SES



Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Fiche 5/6

Quelles sont les difficultés rencontrées par les politiques économiques européennes ?

Avoir une **monnaie unique présente** des avantages (facilité pour comparer les prix, absence de fluctuation de taux de change etc...)

MAIS

Cela implique l'instauration d'une **politique monétaire UNIQUE**

OR

Cela implique de perdre fortement en autonomie notamment vis-à-vis des taux de change et d'être moins flexible pour absorber les chocs.

Cependant

Avoir une politique monétaire unique est vraiment avantageux quand les pays forment une **ZMO (Zone Monétaire Optimale)** capable d'absorber les **chocs asymétriques**.

OR

La zone euro n'est pas une ZMO car peu de mobilité des facteurs de production, rigidité des salaires à la baisse, pays membres présentant de fortes disparités économiques, pas de budget communautaire pour venir en aide aux pays en difficulté...

DONC

L'absorption des chocs asymétriques repose donc en grande partie sur les politiques budgétaires nationales.

SAUF QUE

voir fiche suivante



Fiche de révisions

Terminale SES



Chapitre : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Fiche 6/6

suite de la fiche précédente

Les politiques budgétaires nationales sont soumises à des règles édictées par des traités européens notamment à travers le **PSC (Pacte de Stabilité et de Croissance)** de 1997 :

déficit public < 3% du PIB
dette publique < 60% du PIB

Les règles budgétaires privent donc les Etats de la zone euro d'une capacité à faire face aux **chocs asymétriques**.

De plus

Difficulté de coordonner politiques conjoncturelles (monétaire et budgétaire) de trouver le bon *policy mix*

Difficulté de coordonner les politiques budgétaires nationales entre elles

Il est nécessaire que les politiques monétaires et budgétaires **coopèrent** ensemble pour assurer l'harmonie dans la zone.

Par exemple, si des politiques budgétaires nationales de rigueur sont mises en place cela va favoriser la baisse de l'inflation. En toute logique, la Banque centrale devrait baisser ses taux d'intérêts afin de réduire le coût de la dette pour les pays membres mais aussi pour compenser les effets de politiques budgétaires restrictives qui ont pu freiner la croissance. En cas de non coopération, la Banque centrale va choisir d'élever ses taux d'intérêt et ainsi accélérer la récession et augmenter le coût de la dette publique.

Les pays membres de la zone euro n'ayant pas la même situation/conjoncture économique peuvent adopter des politiques budgétaires qui vont se **contredire** entre elles.

Par exemple, si un pays est le seul à ne pas faire de politique budgétaire de relance alors il va profiter de la relance des autres pays (via l'augmentation de ses exportations) sans subir un déficit budgétaire. On parle de comportement de passager clandestin. Cela est contraignant pour les autres pays qui ont investi dans la relance sans profiter pleinement des retombées.